

ouvrière n'avait pas de contacts avec la police et il n'y a eu aucune divergence entre nous. En mars 1937, la police tire sur les ouvriers; si l'on veut juger sans parti pris, on doit tenir compte de ce fait initial et comprendre qu'il ne peut pas ne pas avoir de répercussion sur la vie du Parti.

Je voudrais donner aux délégués une idée de ce drame atroce, sur lequel nous voulons faire toute la lumière (1)..

Tous les militants du Front populaire étaient convoqués par toutes les organisations.

Voici, pour commencer, quelques passages du journal socialiste *Le Proletaire de Clichy* (la section de Clichy n'est pas sur les positions Gauche Révolutionnaire et son récit ne peut être suspect)

« *Malgré les ordres du ministre de l'Intérieur*, les forces de police se regroupent autour de la mairie, les élus se heurtent à l'incompréhension criminelle des chefs qui ne veulent pas céder le terrain.

« ...Dormoy est allé au devant des fusils donner des ordres. *Mais il ne sera pas obéi* et jusqu'à 1 h. du matin, malgré le ministre, malgré le Préfet de Police en personne, les officiers factieux pourront continuer à canarder cette foule admirable et exaspérée, qui résiste héroïquement, se sert de tous les projectiles possibles et dresse même une barricade à l'angle des rues Villeneuve et Dagoberth... »

Ce qu'attend avec impatience la classe ouvrière de la Région parisienne, ce que nous avons réclamé, c'est le nom et la révocation de ces chefs de la police qui n'obéissent pas à leur ministre.

Mais en même temps, la réaction et les radicaux sommaient le Gouvernement de ne pas toucher au service d'ordre et l'idée qui

(1) Au cours de son exposé, Marx Dormoy devait apporter une accusation monstrueuse contre la Gauche Révolutionnaire en disant : « Il y avait à Clichy 200 membres de la G. R., organisés en T.P.P.S. et participant à l'attaque du barrage de police. » On imagine quelle atmosphère cette affirmation peut créer. Avec le maximum de sang-froid j'affirme que cette accusation ne résulte que de rapports de police non contrôlés par les témoins ouvriers, par les organisations ouvrières; la preuve est facile à faire : Aucun appel particulier n'a été lancé par la Gauche Révolutionnaire.

Les T.P.P.S. constituent l'organisme de sécurité des deux fédérations, placés directement sous l'autorité des bureaux fédéraux, ils s'interdisent absolument toute discussion ou activité de tendance et la correction absolue de leur attitude a été reconnue dans un ordre du jour unanime de la Commission exécutive de la Seine voté le 5 avril.

Je n'ajouterai aucun commentaire, si Marx Dormoy a plus confiance dans ses policiers que dans ses camarades du Parti, nous aurons certainement d'autres occasions d'en discuter M. P.

a circulé dans tous les esprits exaspérés par ces événements, c'est qu'ils avaient une logique interne... oui, on a rapproché (et rien ne sert de fermer les yeux sur cette réalité) les mesures prises par le Gouvernement pour rétablir la confiance des possédants et les mesures de protection de la réunion des croix de feu. Oui, on a difficilement compris que le rassemblement populaire, la fédération de la Seine, la municipalité socialiste de Clichy, convoquent une contre-manifestation et que le ministre de l'Intérieur, socialiste, n'interdise pas la réunion fasciste. Mais surtout, imaginez la révolte et la douleur des compagnons de Solange Domangel, membre de notre 18^e section, couchée sur le sol avec une balle dans le crâne. Imaginez l'atmosphère des sections parisiennes au lendemain de cette fusillade tragique. Et vous comprendrez comment j'ai été amené à considérer comme une obligation de fournir aux militants le moyen d'exprimer, avec le maximum de modération — je dis bien de modération — leurs véritables sentiments. Ce n'est pas mon rôle, direz-vous ? Comme secrétaire de section, responsable du développement du Parti sur le territoire de mon arrondissement, si (et c'était la même chose pour d'autres secrétaires de section) la fédération n'avait pas de position, car elle « regrettait » la décision du ministre de l'Intérieur. Et la C.A.P. ? Oui ! la C.A.P. ! Mais permettez-moi de dire que la C.A.P., où siègent précisément nos camarades ministres, était dans une situation trop délicate pour interpréter avec une véritable objectivité les sentiments réels de la classe ouvrière et même du Parti, et en tout cas des militants de la Région parisienne. J'ai donc rédigé cette affiche, en marquant notre volonté de ne plus capituler et d'entamer la lutte contre les trusts. Du point de vue socialiste, quel reproche peut-on faire à cette affiche ? (1).

Qu'il y ait eu des provocations au cours de cette soirée, c'est possible. N'y a-t-il pas eu un chef policier fasciste amenant les brigades de réserves des 20 arrondissements et leur disant : « Armez vos revolvers, vous aurez à vous en servir ! » puis lançant ses hommes dans la nuit, sans cadres, sans ordres précis, en pleine débâcle ? N'y a-t-il pas eu, au pied de la maison d'Auffray, un petit groupe de fascistes, protégés par le barrage de police et qui aurait effectivement tiré les quatre premiers coups de feu, d'où est né le drame, car la foule a pu croire que ces coups de feu venaient de la police ? Différents témoins me l'ont affirmé.

INTERPRETATION POLITIQUE

Mais cette provocation n'a été rendue possible que par suite d'une attitude politique contre laquelle je me suis élevé dès le len-

(1) Elle a été posée sur les murs du 15^e.

Voici la réponse de ceux qui suivent, de l'extérieur, notre propagande socialiste : 40 adhésions au Parti à la réunion suivante.